

Panorama de Mayotte

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Mamoudzou
Superficie	375 km ²
Situation géographique	Océan Indien, Paris à 8 500 km, La Réunion à 1 500 km, Madagascar à 250 km
Langues parlées	Français, Shimaoré, Shibushi et langues comoriennes
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer depuis le 31 mars 2011
Rand mondial IDH (2005)	107
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique social et environnemental
Représentation de l'Etat	Préfet

Repères historiques

Située à l'entrée Nord du canal du Mozambique, l'île de Mayotte est depuis des siècles un carrefour d'échanges maritimes entre l'Europe et l'océan Indien.

Selon les recherches archéologiques et linguistiques les plus récentes, les premiers peuplements, qui dateraient du VIII^e siècle, seraient des civilisations à la fois bantoue venue de la côte Est-africaine et austronésienne (ou proto-malgache) venue d'Indonésie. Au IX^e siècle, l'arrivée dans l'archipel des Comores de marchands arabopersans va générer un bouleversement dans l'organisation sociale : le système tribal et matrilineaire, hérité des origines africaines, laisse place à une organisation reposant sur le sultanat et les principes de l'Islam.

Considérée avant tout comme un port d'escale, Mayotte ne commence à présenter un intérêt pour les Français qu'à la suite de leur perte d'influence sur l'île de France (aujourd'hui l'île Maurice) en 1814. L'histoire de Mayotte française a débuté au XIX^e siècle lorsque le dernier sultan de Mayotte cède l'île au commandant Passot le 25 avril 1841. La prise de possession officielle de Mayotte par les Français se fera en juin 1843 avec la ratification du Traité de cession de Mayotte. Cette dernière est alors érigée en colonie française. De 1880 à 1912, la France établit un protectorat sur les autres îles de l'archipel des Comores, devenues Territoire d'Outre-mer (TOM) en 1946.

Organisation institutionnelle

À l'inverse des autres îles de l'archipel des Comores qui ont réclamé leur indépendance dès les années 1950, Mayotte a affirmé à de nombreuses reprises son attachement à la France. En 1974, à la veille de l'indépendance des Comores (obtenue en 1975), la population refuse à plus de 60 % le détachement de la Métropole. Elle confirmera ce choix à l'occasion du référendum d'autodétermination, en approuvant en 1976 à 99,4 % son maintien au sein de la République française en tant que TOM.

En 2001, Mayotte devient une collectivité départementale et, le 29 mars 2009, la population s'est exprimée à 95,2 % en faveur de la transformation de Mayotte en Département et Région d'Outre-mer (DROM). Le 31 mars 2011, la Collectivité départementale de Mayotte devient le 101^e département français (5^e département d'Outre-mer) et exerce désormais les compétences dévolues aux Départements et Régions d'Outre-mer.

Outre la révision de l'état-civil et la réforme de la justice, cette évolution institutionnelle s'accompagne d'un alignement progressif du SMIG et des prestations sociales sur les niveaux hexagonaux, d'une réforme de la fiscalité et de la création d'un Fonds mahorais de développement économique, social et culturel (FMDESC) qui a remplacé le Fonds mahorais de développement (FMD).

La France a demandé à l'Union européenne, comme cela était prévu à l'issue du processus de départementalisation, l'accession de Mayotte -qui fait actuellement partie des Pays et Territoires d'Outre-mer (PTOM)- au statut de Région ultrapériphérique (RUP). Ainsi, le conseil européen réunissant les 27 chefs de gouvernement des pays membres s'est exprimé le 11 juillet 2012 en faveur de cette accession à partir de 2014.

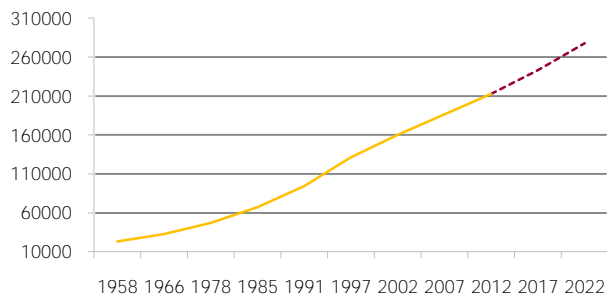
UNE TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE EN COURS

La population mahoraise a triplé depuis 1985 pour atteindre 212 645 habitants au dernier recensement réalisé par l'INSEE en août 2012. Selon le recensement de 2007, les deux tiers de la population de l'île ont moins de 30 ans. Cet important accroissement, qui s'explique à la fois par une natalité très élevée, une faible mortalité et une immigration marquée, est cependant en repli depuis 1997. Le taux de croissance annuel moyen de la population (+2,7 %), mesuré entre 2007 et 2012, reste néanmoins supérieur à celui de La Réunion (+1,5 %) mais se rapproche de celui des Comores (+2,4 %). Le solde migratoire, tel qu'il résulte des opérations de recensements, largement positif entre 1997 et 2002, est, selon les dernières statistiques disponibles, devenu négatif sur la période 2002-2007. La densité de population (570 habitants par km² en 2012) est, après celle de Maurice (640 habitants par km²), la plus forte de la région et la plus élevée des départements français hors Île-de-France. La part de la population de nationalité étrangère atteint 40,7 % en juillet 2007 dont environ un tiers est né à Mayotte.

Indicateurs démographiques	Mayotte	France ⁽¹⁾
Population (2012, en millions pour la France)	212 645	65,8
Part des moins de 20 ans (% , 2007)	54,3	24,7
Part des 20-59 ans (% , 2007)	42,0	51,5
Part des 60 ans ou plus (% , 2007)	3,7	23,8
Densité de population (hab./km ² , 2012)	570	115 ⁽²⁾
Taux croissance annuel moy. de la pop. (% , 2007-2012)	2,7	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (pour 1 000 hab. , 2007)	41,2	12,6
Taux de mortalité (pour 1 000 hab. , 2007)	3,1	8,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2007)	13,5	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2007)	5,0	2,01
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2007)	73,0	84,8
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2007)	73,0	78,4

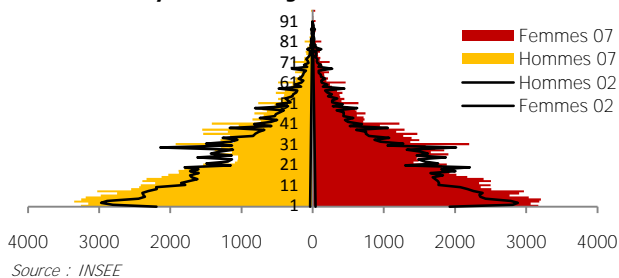
(1) Bilan démographique de l'Insee 2012 (population au 01/01/2013) ; (2) Densité de la population française métropolitaine en 2011 ; (3) Entre 2003 et 2013
Source : Insee

Population à l'horizon 2022



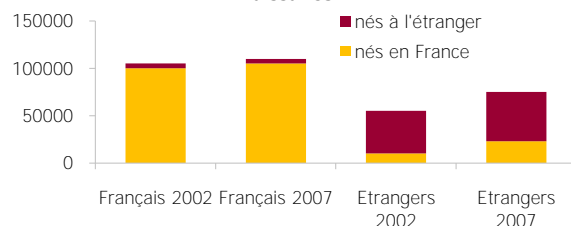
Source : Insee

Pyramide des âges en 2002 et 2007



Source : INSEE

Population selon la nationalité et le lieu de naissance



Source : INSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Principaux indicateurs économiques	Mayotte	France ⁽²⁾
PIB (milliards d'euros courants, 2009)	1,4 ⁽¹⁾	2 032,3
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2005-2009)	11,0 ⁽¹⁾	0,0
PIB par habitant (euros courants, 2009)	6 575 ⁽¹⁾	31 059
Dépenses de l'État dans la collectivité (en % du PIB, 2009)	34,1	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2009)	9,8	8,5 ⁽³⁾

(1) Estimations Cerom, en euros courants ; (2) En 2012 ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : Insee, Douanes, Pôle Emploi, Cerom, AFD, Trésorerie générale, Région, Département

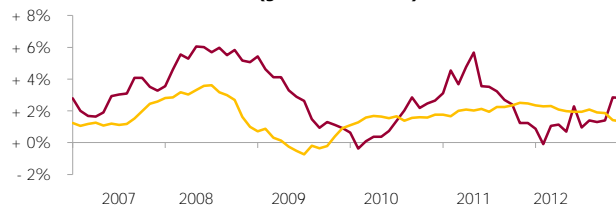
ménages (entreprises individuelles comprises) augmente légèrement (26,9 % en 2009). Ces deux secteurs institutionnels progressent de manière dynamique entre 2005 et 2009 et contribuent sensiblement à la croissance. La consommation demeure le principal moteur de l'économie mahoraise.

Malgré cette croissance très soutenue sur la période 2005-2009, le PIB par habitant de Mayotte en 2009 restait quatre fois inférieur à celui de la France la même année. Il est plus de huit fois supérieur à celui des Comores.

Des prix volatils

L'Indice des prix à la consommation (IPC) de Mayotte est plus volatil que celui de la France. Le développement économique de l'île et l'élévation du niveau de vie ont en partie pour effet d'accroître la demande de biens. Celle-ci, associée aux coûts élevés d'acheminement et à l'augmentation des cours mondiaux des matières premières et des hydrocarbures, sont autant de facteurs contribuant à la croissance du niveau général des prix. La variation des prix des services et des produits alimentaires et boissons contribue le plus à l'évolution de l'IPC.

Indice général des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE

— Mayotte — France entière

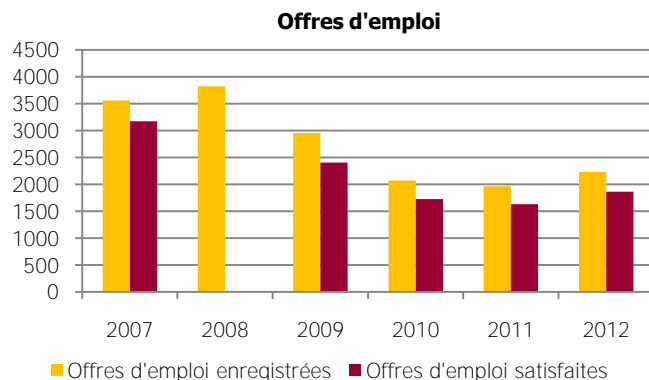
Un marché du travail marqué par la transition vers une économie de services

L'emploi est marqué par la mutation de l'île vers une économie de services. Les emplois du secteur tertiaire progressent plus rapidement que ceux des secteurs primaire et secondaire et représentent plus de 80 % des offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi. Les administrations publiques constituent le premier employeur (54 % de l'emploi total, 50,4 % des offres d'emploi en 2012) et le secteur privé est en pleine expansion. En 2009, le taux de chômage est estimé à 17,6 %. Ce chiffre sous-estime cependant l'ampleur réelle du chômage sur l'île. En effet, les critères de définition du chômage au sens du BIT, génèrent pour Mayotte un très fort « halo » autour du chômage, constitué de 29 300 inactifs souhaitant travailler mais non comptabilisés dans les chômeurs au sens du BIT. Le chômage est essentiellement dû à l'inadéquation entre les qualifications professionnelles et les besoins du secteur productif.

Emploi	2002	2007	Évol. 07/02 ⁽¹⁾
Emploi total	31 514	37 910	3,8%
Emploi non salarié	7 879	12 889	10,3%
Emploi salarié	23 636	25 021	1,1%
Agriculture	2 127	2 002	-1,2%
Industrie	945	1 251	5,8%
BTP	2 364	2 002	-3,3%
Commerce	3 309	3 002	-1,9%
Services marchands	4 254	3 753	-2,5%
Services non marchands	7 800	9 007	2,9%
Activité liée aux petits boulots	2 836	4 003	7,1%

(1) Evolution en moyenne par an

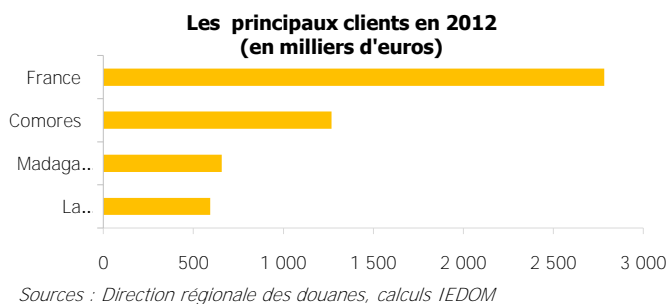
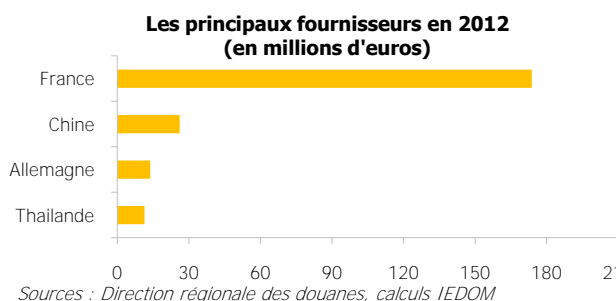
Source : Insee



Source : Pôle emploi

Une balance commerciale structurellement déficitaire

Les échanges commerciaux se caractérisent par une très forte prédominance des importations. Le déficit structurel de la balance commerciale s'accroît d'année en année. Cette tendance s'explique à la fois par la hausse continue des importations liée à l'augmentation du niveau de vie et du taux d'équipement des ménages, et par la faiblesse des exportations dont l'évolution est irrégulière. La France métropolitaine est le principal partenaire commercial tant pour les importations que pour les exportations de produits spécifiquement mahorais. Les Comores sont le deuxième client de Mayotte principalement pour les réexportations de marchandises.



Importations en valeur (en milliers d'euros)	2012
Autres produits industriels	100 414
Biens d'équipement	44 874
Matériels de transport	27 476
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	2 225
Produits de l'édition et de la communication	2 463
Produits des industries agroalimentaires	76 390
Produits pétroliers raffinés et coke	72 716
Autres	206
Total	326 764

Sources : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

Exportations en valeur (en milliers d'euros)	2012
Autres produits industriels	2 144
Biens d'équipement	1 523
Matériels de transport	2 334
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	493
Produits des industries agroalimentaires	232
Hydrocarbures naturels	535
Autres	13
Total	7 275

Sources : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Principaux indicateurs sectoriels	2012	2012/2002 ⁽¹⁾
Importations de ciment (milliers d'euros)	8 063	8,0%
Nombre de demandes de permis de construire	1 303	4,3%
Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi	267 030	6,4%
Trafic passager au port de Mayotte	923	-17,2%
Nombre d'établissements (Parc hôtelier)	70	5,0%
Nombres de lits	1 108	4,4%

(1) Taux de croissance annuel moyen

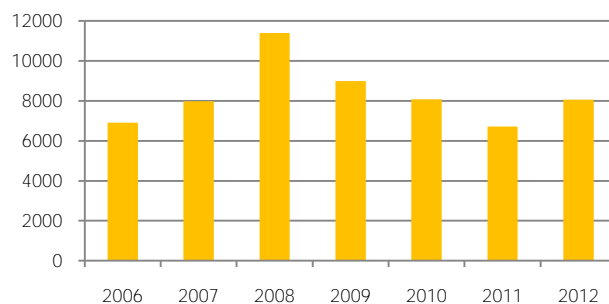
Sources : Comité du tourisme, service des douanes, aviation civile, DEAL, direction du port

Le tissu économique mahorais est en grande partie constitué de très petites unités (90% des entreprises actives ont moins de 5 salariés). On dénombre environ 500 « grandes entreprises » (i.e. celles dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 150 000 euros). Les secteurs du commerce, des transports et des services aux particuliers concentrent 58 % de la valeur ajoutée des grandes entreprises.

Le BTP, un secteur stratégique en repli

Le secteur du BTP a été un des moteurs de l'économie mahoraise au cours des dix dernières années avec une activité portée tant par la commande publique (besoins importants en infrastructures) que privée (croissance démographique et hausse des revenus). Le secteur employait 10 % des effectifs salariés déclarés en 2007 et représentait près de 16 % de la valeur ajoutée des grandes entreprises en 2005. Depuis 2008, l'activité du BTP s'est sensiblement dégradée sous l'effet du ralentissement de la construction, des ventes de logements et du retard (voire de l'absence) de démarrage des gros chantiers. Avec un niveau très bas de carnets de commandes et l'allongement généralisé des délais de paiement, notamment des collectivités locales, de nombreuses entreprises ont dû réduire leur effectif ou fermer. De légers signes de redressement sont cependant apparus en fin d'année 2012 même si la situation demeure fragile et l'activité en deçà du niveau de 2008.

Importations de ciment (en milliers d'euros)

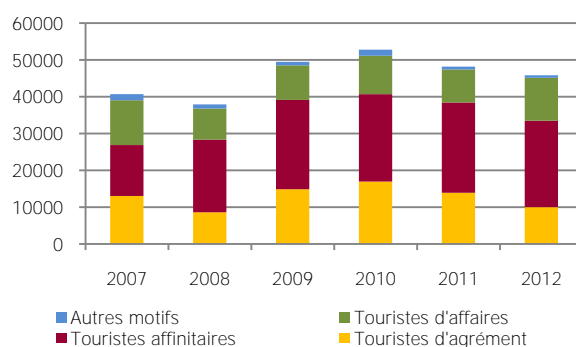


Source : Direction régionale des douanes, calculs IEDOM

Le tourisme, un potentiel à développer

Le tourisme représente en 2012 près de 7 % des entreprises actives de Mayotte et concentre à peine 2 % des effectifs salariés. Malgré le potentiel touristique naturel et culturel de l'île, le tourisme y demeure modeste. Ce secteur pâtit de la faiblesse tant qualitative que quantitative des infrastructures d'accueil auquel s'ajoute le manque de qualifications de la main-d'œuvre. La promotion encore récente de la destination et le coût élevé du transport aérien constituent également des facteurs limitants. Pourtant, le tourisme constitue pour Mayotte l'un des secteurs d'activité présentant un potentiel de création de valeur ajoutée et d'emploi. Un Schéma directeur d'aménagement touristique pour Mayotte a été mis au point en 2006 et vise 120 000 à 150 000 visiteurs par an à l'horizon 2020. Cependant, la fréquentation touristique actuelle demeure bien loin de ces objectifs avec seulement 45 800 touristes en 2012 (-5,0 % sur un an). Le comité départemental du tourisme poursuit ses actions de promotion et participe à des événements -régionaux et nationaux- dans le but de vendre la destination de Mayotte.

Fréquentation touristique par catégorie



Source : Insee

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Sept établissements bancaires sont installés localement : l'AFD et OSEO, trois banques commerciales (la Banque française commerciale Océan Indien, la Banque de La Réunion et la Banque Postale) et deux banques mutualistes ou coopératives (BRED-BP et CRCA). D'autres établissements interviennent toutefois directement depuis La Réunion ou la France métropolitaine sans pour autant disposer d'implantation locale.

En 2012, l'activité de financement de l'économie, en repli en début d'année, a connu un regain d'activité au troisième trimestre et a accompagné la forte progression de l'Indicateur du climat des affaires (ICA). Cette évolution s'est ensuite amplifiée en fin d'année, soutenue par la bonne orientation des crédits à l'investissement des entreprises et, comme toujours, des crédits à l'habitat des ménages. Ainsi, la croissance de l'encours sain de crédits observée en 2010 (+0,5 %) et 2011 (+2,2 %) s'est accentuée en 2012 (+4,3 %), restant cependant nettement inférieure à celle des années 2007-2008 (supérieure à 30 %). La reprise observée en 2012 est portée par le dynamisme du niveau d'investissement des entreprises tant en terme de crédits à l'équipement (l'encours progresse de 26,4 %) que de financements immobiliers (+6,9 %). Également contributeurs à la croissance globale, le financement de l'habitat des ménages progresse de 11,1 %, après +5,8 % en 2011. Enfin, le risque de la place a crû de façon régulière à partir de 2008 sous l'effet de la crise économique et financière (6 % de l'ensemble des concours compromis à fin décembre 2012 contre 3,3 % fin 2007).

Principaux indicateurs financiers	2002	2012	Principaux indicateurs financiers (en millions d'euros)	2002	2012
Nombre de guichets bancaires	9	26	Ensemble des actifs financiers détenus ¹	210,3	430,0
Nombre de distributeurs et guichets automatiques	23	55	Dont entreprises	56,5	139,9
Nombre de comptes ordinaires créditeurs	20 191	53 328	Dont ménages	60,6	208,2
Nombre de comptes d'épargne à régime spécial	34 693	65 214	Encours de crédit sains des agents économiques ¹	306,3	779,0
Nombre de comptes créditeurs à terme	196	565	Dont entreprises	150,8	307,5
Nombre total de comptes	55 080	119 118	Dont ménages	62,5	257,6
Taux de bancarisation	35 %	56 %	Dont collectivités locales	86,4	171,8
Nombre de dossiers de surendettement	0	12	Taux de créances douteuses ^{1,2}	2,6 %	6,0 %

Source : IEDOM

¹ Au près de l'ensemble des établissements de crédits (installés ou non localement)

² Créances douteuses / ensemble des concours

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2012 sauf indication contraire

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juillet 2013 – Dépôt légal : juillet 2013 – ISSN 1952-9619